



HAL
open science

La Russie et ses musulmans

Olivier Hanne

► **To cite this version:**

Olivier Hanne. La Russie et ses musulmans. A. Pinot; Ch. Réveillard. Géopolitique de la Russie. Approche pluridisciplinaire, 2019. halshs-02618555

HAL Id: halshs-02618555

<https://shs.hal.science/halshs-02618555v1>

Submitted on 25 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Russie et ses musulmans

Olivier Hanne, chercheur-associé à l'université d'Aix-Marseille

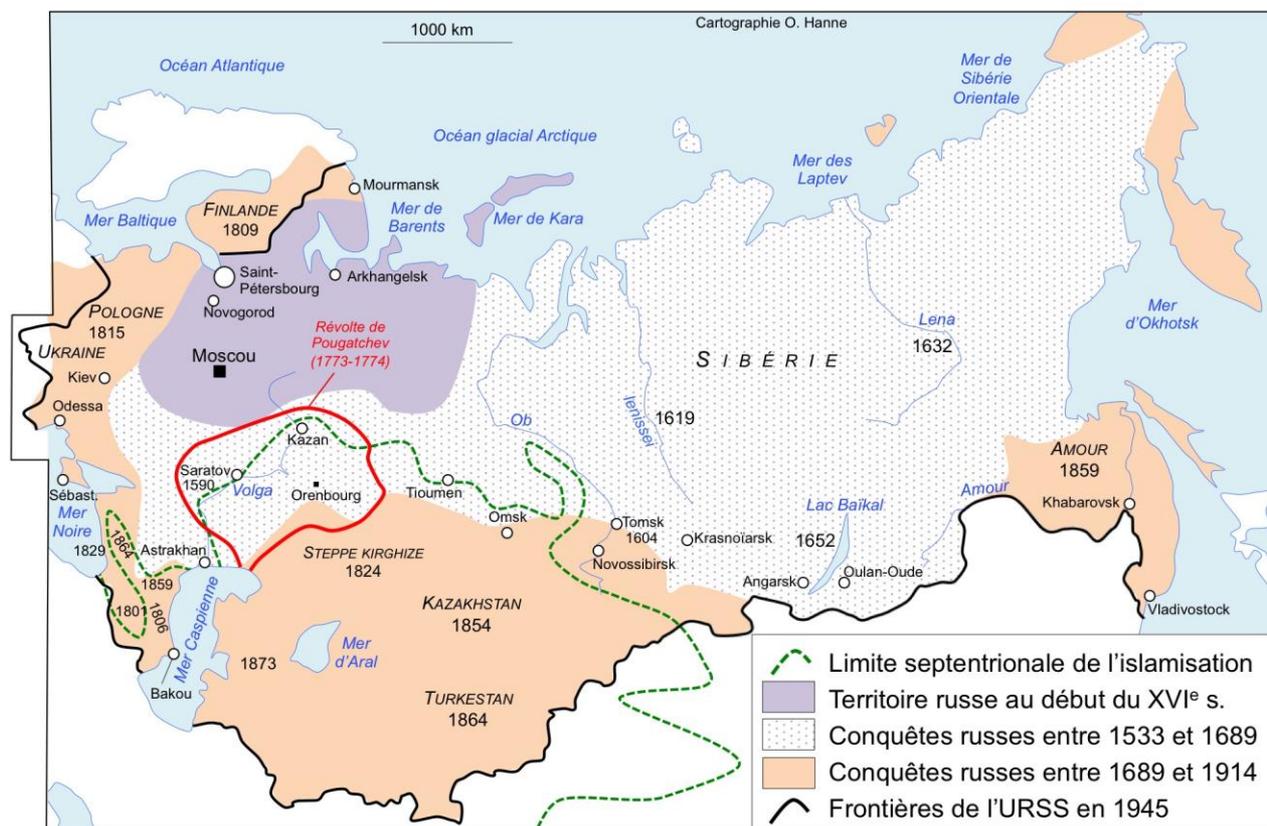
La Fédération de Russie est un État multinational qui compte 194 nationalités, dont 18 millions de musulmans, auxquels il faut ajouter le chiffre des immigrants azéris et asiatiques¹. Il s'agit de la seconde religion du pays après l'orthodoxie, qui se trouve majoritaire dans le bassin de la Moyenne Volga chez les Tatars, dans le sud de l'Oural chez les Bachkirs, et surtout dans le Caucase, où se situent cinq petites républiques musulmanes : la Karatchaï-Tcherkessie, la Kabardino-Balkarie, l'Ingouchie, la Tchétchénie et le Daghestan. Chacune comporte en moyenne entre 500 000 et 800 000 habitants, sauf la Tchétchénie qui en compte 1,43 million². Ici vivent totalement imbriqués une soixantaine de peuples, marqués par des héritages violents, où la question religieuse a toujours été mêlée aux problématiques sociales, ethniques et nationales.

Depuis 2004, les populations tchétchènes endossent dans l'opinion publique russe le poids moral du terrorisme islamiste. La guerre en Syrie et en Irak a révélé la présence au sein de la structure combattante de Daech de plusieurs milliers de djihadistes originaires de Russie. L'actualité semble confirmer l'inéluctabilité de la confrontation religieuse dans le Caucase autour de l'islam et de ses enfants que sont l'islamisme et le djihadisme. Pourtant, le retour sur l'histoire des relations entre la Russie et ses musulmans conduit à nuancer cette idée, à distinguer plusieurs attitudes de l'État russe selon le contexte, selon les ethnies concernées et selon le type d'islam. Car ce n'est pas d'abord un enjeu religieux qu'ont affronté depuis cinq siècles les autorités russes successives, mais plutôt un problème national et identitaire.

¹ Les chiffres sont approximatifs, car les communautés répondent mal aux recensements. En 2002, on comptait officiellement 14,5 millions de musulmans, et 15 en 2006, cf. A. Malachenko, « Islam et politique en Russie », *Outre-Terre*, 19-2, 2007, p. 205-215.

² Marchand, 2014, p. 49-53.

ISLAM ET CONSTRUCTION DU TERRITOIRE RUSSE



LA RUSSIE CONTRE L'ISLAM (1550-1750)

Héritière déclarée de l'empire byzantin et de la Rûs kiévienne, la Moscovie du XVI^e siècle recevait de cette tradition une double hostilité à l'islam, enracinée dans le siècle précédent : en 1453 tombait Constantinople, et en 1475 l'empire ottoman s'emparait du khânat de Crimée. Forcément, ces événements disposaient mal la Russie envers l'islam.

La rencontre entre l'empire d'Ivan IV le Terrible et les populations musulmanes se produisit dans le bassin de la Moyenne Volga, lors de la conquête des khânat de Kazan et d'Astrakhan, entre 1552 et 1556. Le souvenir de deux siècles de domination musulmane tatar (1240-1480) explique la violence de l'hégémonie russe. C'était aussi la première fois que l'empire faisait la conquête de peuples non russes et non chrétiens, aussi crut-il pouvoir les assimiler facilement. Le tsar et l'Église orthodoxe voulurent casser l'identité des Tatars, leur cohésion ethnique, leur langue (de type turc) et leur islam. La *charia* – la jurisprudence islamique – fut abolie ; on imposa la conversion au christianisme ; le prosélytisme musulman fut interdit ; une coercition fiscale et administrative pesa sur les musulmans. Malgré la dureté des moyens et l'intégration de l'aristocratie tribale dans la noblesse de service russe, le résultat fut décevant : à peine 10 % de la population tatar aurait accueilli le baptême³. Les missions orthodoxes envoyées se contentaient de donner des certificats de conversion, imposaient les rites chrétiens, mais sans assurer de catéchèse ni de suivi paroissial.

Si les élites se rallièrent bon gré mal gré à la domination russe, la résistance identitaire au XVII^e siècle prit deux formes distinctes : les Tatars prêchèrent l'islam aux Bachkirs (turcophones eux aussi), aux Tchétchènes et aux Tchouvaches, aidant ainsi à la conversion de ces peuples restés animistes. L'autre réaction fut le recours aux révoltes, endémiques durant toute l'époque moderne de part et d'autre de la Volga. Sous le tsar Alexis I^{er}, les Bachkirs rejoignirent les différentes insurrections tatars (1662-1667 ; 1675-1683). Jusqu'au XVIII^e siècle, Russes et musulmans

³ R. Khärutdinov, « Les problèmes d'intégration de l'aristocratie féodale tatar dans la noblesse de service russe, au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles », *L'Islam de Russie*, 1997, p. 115-130.

s'enfermèrent dans le cycle répression / soulèvement. En éliminant systématiquement l'aristocratie tribale, la Russie poussait les Tatars à se donner d'autres élites sociales, et donc à se tourner vers les religieux⁴.

Entre le XVI^e et le XVII^e siècle, les Russes n'avaient pas encore les moyens de conquérir les peuples du Caucase, lesquelles étaient en cours d'islamisation par deux axes différents. Les Tcherkesses, les Adygués et les Kabardes étaient convertis depuis le nord-ouest par les Tatars de Crimée, et depuis le sud-ouest par les Ottomans⁵. Le Daghestan et les Koumyks passèrent à l'islam dès le XVI^e siècle, vinrent ensuite les Tchétchènes dont la conversion ne s'acheva que dans la première moitié du XIX^e siècle. Dans le Caucase, le Daghestan fait figure de pôle de l'islamisation et de la culture religieuse. Toutefois, la langue arabe était réservée pour le culte, et l'islam se distinguait ici de sa forme classique, celle des califats arabes : les coutumes tribales étaient maintenues, la *charia* adaptée et le soufisme bien accueilli⁶.

La région devint vite stratégique pour la Russie en raison de l'affrontement, plus au sud, entre les empires turc ottoman et iranien safavide. La Transcaucasie – les pays du nord du Caucase – fut disputée entre les deux puissances musulmanes, mais aussi par la Russie, pour laquelle le bassin de la Volga, qu'elle contrôlait depuis 1556, débouchait naturellement dans la mer Caspienne. Ivan IV et ses successeurs s'ingénierent à nouer des contacts avec les tribus locales, notamment les Kabardes, installèrent des Cosaques au sud du Don et de la Volga, et aidèrent la Géorgie chrétienne contre Istanbul. Toutefois, la Russie ne put s'emparer de la Transcaucasie⁷.

LA RECONNAISSANCE DOULOUREUSE DE L'ISLAM AU XVIII^e SIECLE

Jusqu'au XVIII^e siècle, la coercition contre les Tatars de la Volga se poursuivit, car leur présence au sein de l'empire inquiétait. Le code conciliaire de 1649, qui est un recueil juridique de coutumes féodales, récapitule les peines qu'ils encouraient en cas de désobéissance ou s'ils détournait un chrétien de l'orthodoxie – le bûcher en l'occurrence. Le texte est ambigu et mêle les domaines religieux et politique, puisque le prosélytisme islamique est considéré comme une trahison envers le tsar. Le code accepte pourtant que les sujets musulmans prêtent serment sur le Coran, première entorse au principe d'unité du royaume autour du peuple russe et de la foi orthodoxe, et prélude à la constitution d'un empire multi-ethnique et multi-confessionnel. En renonçant à leur conversion, le tsar reconnaissait formellement l'existence juridique des musulmans⁸.

Pierre le Grand (1682-1725) ne renonça pas pour autant aux campagnes de christianisation et de répression. Les autorités procédèrent à de vastes expropriations de Tatars. Un oukaze d'avril 1731 accorda des exemptions fiscales aux convertis. Vers 1730-1740, les armées ravagèrent le bassin de la Moyenne Volga ; en 1742, 80 % des mosquées du diocèse de Kazan étaient détruites. Les villes furent interdites aux musulmans, qui se réfugièrent dans les campagnes.

Cette politique déclencha de nouvelles révoltes des Tatars et des Bachkirs : entre 1705 et 1711, en 1717, et surtout en 1755, à l'initiative de l'imam Bahâdur Shâh bin 'Alî. Mais la résistance était vaine et le poids de la fiscalité décida les Tatars à migrer vers l'Oural, où ils se mêlèrent aux Bachkirs, dont ils renforcèrent l'identité musulmane contre le dominateur russe⁹. Tatars et Bachkirs vécurent au XVIII^e siècle un durable mouvement de réislamisation, le « renouvellement de la foi ». « Après la conquête russe de 1552, l'islam se transforma en un facteur d'intégration communautaire

⁴ D. Usmanova, « L'Assemblée Spirituelle musulmane au début du XX^e siècle : les projets de réforme face au pouvoir russe », *L'Islam de Russie*, 1997, p. 175-191.

⁵ Sourdel, 1996, p. 797-798.

⁶ Gammer-Knysh, 2010.

⁷ Riasanovsky, 1994, p. 159s.

⁸ A. Nogmanov, « L'évolution de la législation sur les musulmans de Russie, de la conquête de Qazan à la guerre de Crimée (1552-1853) », *L'Islam de Russie*, 1997, p. 115-130.

⁹ D. Ish'haqov, « L'identité bulgare en question. Islam et ethnicité chez les Tatars de la Volga et de l'Oural au XVIII^e s. », *L'Islam de Russie*, 1997, p. 73-88.

quasi-exclusif et en religion ethnique pour les Tatars désormais privés de leur indépendance politique et dispersés en communautés locales faiblement reliées entre elles¹⁰ ».

Le règne de Catherine II (1762-1796) représente une rupture majeure, l'impératrice inaugurant une tolérance prudente envers l'islam. En juillet 1767, elle ouvrit la grande Commission législative, laquelle comptait 564 députés, dont 88 issus des Cosaques et des peuples minoritaires. Lors des séances de la Commission, les délégués tatars exigèrent des droits qui illustraient leur retour à l'islam : construction de mosquées, pèlerinage à La Mecque, gestion des actes privés. L'assemblée, qui fut considérée comme un grand moment d'expression du libéralisme de Catherine II, ne déboucha sur rien de concret, mais offrit à la minorité musulmane une reconnaissance de fait¹¹.

La révolte de Pougatchev (1773-1775) est l'événement qui décida l'impératrice de changer de politique. Cette révolte multiforme – agraire, sociale, ethnique – fédéra les Cosaques du Don, la paysannerie servile, les Vieux Croyants persécutés, les communautés de mineurs de l'Oural, mais elle gagna en force en ralliant les musulmans non Russes : les Tatars et les Bachkirs. Dès juin 1773, un décret impérial se prononça « sur la tolérance de toutes les religions et sur l'interdiction faite aux évêques d'intervenir dans les affaires concernant les religions autres que l'orthodoxie¹² ». S'il n'était pas question de remettre en cause la prédominance de la culture russe et orthodoxe, les autorités intégrèrent les affaires musulmanes dans la politique de l'État par un cadre juridique et en soutenant la formation de structures religieuses officielles. En 1782 le mufti d'Orenbourg devenait un haut fonctionnaire de l'État russe. Les « mollahs tatars » furent régulièrement utilisés par le pouvoir auprès des populations de la plaine de la Volga.

Cette double stratégie d'instrumentalisation et de pacification aboutit à la création en 1788 de l'Assemblée spirituelle musulmane d'Orenbourg. Celle-ci instituait légalement un haut clergé islamique fonctionnarisé dont la hiérarchie suivait celle de la noblesse russe. L'Assemblée coordonnait les prédicateurs, les muftis, les *qâzî* (juges) et les muezzins. Le décret du Sénat du 17 août 1793 lui octroya en outre la surveillance des écoles coraniques, des héritages et de tous les actes notariés qui entraient dans le cadre de la *charia*.

En se rapprochant ainsi des musulmans tatars et bachkirs, Catherine II apaisait la région de la Volga, alors que l'expansion russe atteignait la Sibérie, le Turkestan et le Kazakhstan. Or, le bassin du grand fleuve était stratégique pour tenir les nouvelles positions. En outre, il fallait démontrer aux populations kazakhes musulmanes que la monarchie orthodoxe savait être tolérante.

Mais l'initiative de l'impératrice généra d'innombrables tensions au sein de la communauté, notamment avec les imams non reconnus et l'ensemble du « bas clergé », qui ne profitait pas des largesses de l'État, ni des traditionnels biens de mainmorte, les *waqf*¹³. Les pouvoirs civils gardaient la possibilité de s'immiscer dans les affaires de l'Assemblée, si bien que celle-ci eut un rôle de plus en plus réduit avec le temps, se contentant d'apporter sa caution à l'action gouvernementale. Le mufti d'Orenbourg, qui aurait dû être élu, fut toujours désigné par le tsar.

¹⁰ *Op. cit.*, p. 87.

¹¹ Riasanovsky, 1994, p. 284s.

¹² Nogmanov, *op. cit.*, p. 120.

¹³ Ch. Noack, « Les musulmans de la région Volga-Oural au XIX^e siècle », *L'Islam de Russie*, 1997, p. 89-114.

LES ENTITÉS ADMINISTRATIVES MUSULMANES



RUSSIE ET ISLAM, UNE ADAPTATION RECIPROQUE AU XIX^E SIECLE

Durant le XIX^e siècle, l'islamisation des Tatars et des Bachkirs se poursuivit, parallèlement aux difficultés de coexistence avec les autorités russes, promptes à user de la force avec la communauté musulmane ou à manipuler le clergé d'Orenbourg. Le cadre juridique était toutefois plus clément : en 1845, le prosélytisme envers un chrétien fut passible du bâton ou du baignement au lieu du bûcher. L'armée se libéralisa : si un officier musulman ne pouvait avoir qu'un aide de camp de sa confession, des aumôniers étaient toutefois nommés et rémunérés dès les années 1830.

En accordant la liberté de culte et en renonçant à la russification forcée, les autorités soulevèrent la chappe de plomb qui empêchait le retour des convertis à leur première foi. Le bassin de la Volga connut entre 1802 et 1905 un courant d'apostasie du christianisme, marqué par des pics de retour à l'islam (1802-1803 ; 1827-1830 ; 1858-1870 ; 1905)¹⁴.

En liant indissolublement la question ethnique à sa représentativité religieuse, la Russie renforça l'identité islamique des Tatars et des Bachkirs. Et inversement : le musulman n'existait que par rapport à son groupe ethnique et social¹⁵. Partout, la *charia* remplaça le droit coutumier. Les identités intermédiaires s'effacèrent (la tribu, le territoire, l'hostilité Tatars / Bachkirs), même si la fracture entre les paysans et les élites marchandes resta forte. L'accès à la culture passait par l'école

¹⁴ A. Nilufer Kefeli, *Becoming Muslim in Imperial Russia. Conversion, Apostasy and Literacy*, Cornell University Press, Ithaca, 2014.

¹⁵ Usmanova, *op. cit.* ; Sourdél, 1996, p. 794-795.

coranique, très répandue, auto-financée et efficace : en 1897, au moins 30 % des Tatars étaient alphabétisés¹⁶.

Lors de la Guerre de Crimée (1854-1855), les musulmans de la Volga et de l'Oural éprouvèrent une sympathie pour l'empire ottoman. Dans les années 1860, le danger d'une trahison dans les arrières de l'armée russe, au moment où celle-ci s'emparait de la Transoxiane (Ouzbékistan) et du Caucase, décida Alexandre II (1855-1881) à lancer une nouvelle phase de libéralisation en faveur des musulmans¹⁷. Parallèlement, les Russes ressentaient, à cause de la Guerre de Crimée, un sentiment d'abandon de la part de l'Europe occidentale. Certains hommes de lettres, comme Constantin Léontiev, affirmaient qu'il fallait se tourner vers l'Eurasie et donc changer de regard sur les musulmans¹⁸. Mais le levier principal de la politique d'ouverture demeura l'Assemblée spirituelle, largement déconsidérée par la base. L'institution, qui défendait les intérêts de la Russie, profitait d'une administration efficace, faite de juges et de secrétaires, et pouvait – d'après son rapport de 1889 – exercer une certaine autorité sur 3, 5 millions d'individus, 4 222 communautés locales et 7 200 religieux¹⁹.

L'immense extension de l'empire et sa nature multiculturelle inquiétèrent le tsar Alexandre III (1881-1894), qui ordonna une russification tous azimuts : contre les musulmans, les catholiques, les juifs, les luthériens et les sectes russes²⁰. Mais Nicolas II (1894-1917), confronté à la montée des courants libéraux, abandonna cette homogénéisation aussi vaine que brutale. À partir de 1905, l'Assemblée spirituelle fut tiraillée par les mêmes débats politiques que la société russe, qu'elle adapta à la question religieuse et ethnique. On s'interrogeait sur la réforme des institutions communautaires, on réclamait l'élection des religieux, du mufti d'Orenbourg. Un « panislamisme » s'exprimait ouvertement et prétendait réunifier les musulmans de l'Oural à ceux de la Volga, du Caucase, et même au-delà de l'Empire : avec les Turcs ottomans et les Ouïghours chinois. Le gouvernement de Stolypine (1906-1911) s'opposa catégoriquement à ces revendications par crainte du séparatisme. Et l'État de retrouver ses méthodes oppressives, surtout contre les Tatars, identifiés comme les meneurs du panislamisme et du réformisme au sein de l'islam russe. Lorsque la Révolution de février 1917 emporta l'Assemblée spirituelle, celle-ci était déjà privée de facto de ses prérogatives et de toute capacité de décision.

LA MISE AU PAS DU CAUCASE MUSULMAN

La question du Caucase musulman est très différente de celle des communautés tatare et bachkire, situées en plein cœur de la Russie d'Europe. Dans les deux espaces toutefois, le problème religieux a toujours été mêlé aux enjeux d'identité ethnique. Mais, dans le Caucase, les rapports entre la Russie et l'islam étaient indissociables des querelles de puissance avec l'empire ottoman et la Perse safavide.

Les premières tentatives russes de prendre pied sur les monts Caucase remontent à Pierre le Grand, sous la forme d'une expédition militaire sans lendemain en 1722 contre l'empire ottoman, et d'installation de Cosaques dans le nord du Daghestan. Mais c'est Catherine II qui, suite à la guerre de 1768-1774, permit à la Russie d'occuper durablement le Caucase occidental et de briser les Kabardes. La présence russe provoqua une forte résistance chez les Tchétchènes, menés par le chef al-Mansûr, qui, entre 1785 et 1794, utilisa à la fois la fierté nationale et l'appel religieux au djihad.

En 1783, les Ottomans renoncèrent à la Géorgie chrétienne au profit de la Russie, protectorat qui fut renforcé en 1800 aux dépens des ambitions persanes. L'Arménie bascula elle aussi dans le giron russe et se distingua par sa loyauté, malgré la diversité de ses identités²¹.

¹⁶ Noack, *op. cit.*

¹⁷ Nogmanov, *op. cit.*

¹⁸ G. A. Hosking, *Russia. People and Empire, 1552-1917*, Cambridge, Harvard University Press, 1997, p. 40.

¹⁹ Usmanova, *op. cit.*

²⁰ Riasanovsky, 1994, p. 426s.

²¹ « Dans une ville dont la population se compose de tant de nations différentes, et sous un gouvernement aussi tolérant que celui de la Russie, on doit s'attendre à trouver à Tiflis une grande diversité dans les édifices religieux », Jacques-

Durant la première moitié du XIX^e siècle, la Russie affronta les deux empires musulmans, turc et persan, qui contestaient sa domination croissante au sud des montagnes. Pour éviter que les groupes ethniques musulmans du Nord-Caucase se retournent contre les troupes russes opérant contre la Turquie et la Perse, on favorisa le ralliement des chefs de tribus montagnardes, ainsi lors de la grande assemblée de 1802 à Georgievsk. Les territoires qui se soumettaient obtenaient un statut privilégié, ainsi le Daghestan, l'Abkhazie ou Bakou. En 1813, par le traité de Gulistan, Istanbul reconnut l'hégémonie russe en Transcaucasie²².

Alors que l'Empire apaisait ses relations avec les musulmans de la Volga, son attitude dans le Caucase était sans concession²³. L'occupation était sévère, comme en témoignent les méthodes de répression du général Ermolov, de 1816 à 1827. Outre la violence armée, celui-ci installa des Cosaques russes partout où il le put, remplaça la *charia* par des tribunaux civils et interdit l'esclavage, qui fut longtemps un commerce rémunérateur dans la région. Face aux révoltes, le Corps caucasien russe incendia les villes et élimina les élites aristocratiques. En quadrillant le territoire et en le ponctuant de forteresses, Ermolov contraignit les clans insoumis à s'enfoncer dans la montagne, sur des terroirs incultes où leurs familles s'étiolèrent. L'insurrection, privée de ses chefs traditionnels, désorganisée, perdit peu à peu sa dimension sociale et ethnique initiale au profit d'une identité islamique ouvertement affirmée : autour des années 1830, les chefs de la résistance proclamèrent le djihad, prêchèrent la *charia*, convertirent les populations paysannes pauvres, menèrent des raids militaires. À partir de 1834, cette guérilla islamique toucha particulièrement le Daghestan et les Tchétchènes des montagnes, avec l'imam Châmil, enfin capturé en 1859. L'ensemble des chefs locaux prêtèrent alors serment d'allégeance à l'Empire²⁴. En 1864, la dernière insurrection tcherkesse et adyguée était mâtée.

Entre 1861 et 1864, afin d'assurer définitivement l'emprise russe sur la région du Caucase, les autorités militaires procédèrent à de vastes déplacements de populations : les Adygués du Kouban et les Tcherkesses des montagnes furent déportés, leurs terres vidées et confiées à des colons russes, arméniens, ukrainiens et cosaques, qui participèrent à la surveillance des « indigènes ». Le nombre de russophones dans l'*oblast* du Kouban gagna 230 % entre 1867 et 1897. À la fin du siècle, 90 % de la population était russe²⁵. Plus de 142 000 familles furent installées, provoquant l'exode vers l'empire ottoman des montagnards musulmans : les Kabardes, les Ossètes, les Tchétchènes, etc. Le déplacement de près d'un million d'individus se fit dans des conditions déplorables, beaucoup furent rançonnés et certains mis en esclavage par leurs coreligionnaires turcs. L'administration russe obligeait à cohabiter des populations étrangères et des locaux qui avaient tout perdu, et interdit même en mars 1873 les contacts quotidiens entre colons et Tcherkesses. Avec une telle politique, au début des années 1880, le Kouban et les Adygués étaient entièrement sous contrôle.

Une conséquence inattendue de la répression contre les ethnies musulmanes fut la transformation progressive de l'islam caucasien dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Renonçant à l'action violente au profit de la solidarité sociale et d'un spiritualisme pacifique, l'imam Kunta Hâdjî diffusa chez les Tchétchènes et les Ingouches une version accessible du moralisme coranique et du courant soufi de la *Qadariya*. L'homme fut toutefois arrêté par les Russes, et mourut en déportation en 1867. Son arrestation déclencha des émeutes chez les Tchétchènes, réprimées dans le sang. Une partie des disciples du maître s'enfuit en Turquie.

La découverte et l'exploitation du pétrole dans les années 1890-1910 rendirent la région du Caucase et de Bakou d'une importance stratégique de premier plan. L'instabilité toujours entretenue des espaces tchéchènes se révélait d'autant plus gênante que les chemins de fer passaient par des villes à la fidélité douteuse, où l'agitation révolutionnaire se mêlait à l'insatisfaction ethnico-

François Gamba décrivant Tbilissi en 1817 (Cl. de Grève, *Le voyage en Russie. Anthologie des voyageurs français aux XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris, Robert Laffont, 1990, p. 736).

²² Gammer-Knysh, 2010.

²³ Nogmanov, *op. cit.*

²⁴ Sourdel, 1996, p. 798.

²⁵ M. Bennigsen-Broxup (éd.), *The North Caucasus barrier. The Russian advance towards the Muslim world*, Londres, Hurst, 1992.

musulmane. À partir de 1905, le climat insurrectionnel devint permanent, en raison du refus de la russification, de la répression et des inégalités économiques. Dès le début de la guerre, la guérilla se réveilla dans les montagnes²⁶.

L'INSTABILITÉ DU CAUCASE RUSSE



UN AUTONOMISME DE FAÇADE AU SEIN DE L'URSS

Les débuts de la Révolution de 1917 étaient prometteurs pour les musulmans de Russie. Un Congrès musulman réuni en mai 1917 remplaça l'Assemblée spirituelle, instaura l'élection libre des religieux et du grand mufti, ainsi que le principe d'autonomie culturelle et nationale des ethnies musulmanes. Les bolchéviques, eux, se gardèrent d'intervenir au nom de la non-ingérence dans les affaires religieuses. Pourtant, dès le mois d'avril 1918, les institutions musulmanes furent dissoutes et l'athéisme militant fut proclamé envers l'islam tout autant qu'à l'égard de l'orthodoxie²⁷. Si les Bachkirs et les Tatars s'étaient insurgés en 1917 contre le régime du tsar, ils ne rejoignirent pas pour autant les bolchéviques. Au contraire, les Cosaques passèrent aux Blancs, et la plupart des espaces musulmans firent bon accueil à la Contre-Révolution²⁸.

Dans le Caucase, les minorités avaient été vivement incitées à se séparer de la Russie durant la guerre. En février 1917, la Révolution aggrava les volontés indépendantistes et le sentiment anti-russe. Des conseils se mirent en place dans les villes de la plaine et dans les montagnes, où la

²⁶ Gammer-Knysh, 2010.

²⁷ Usmanova, *op. cit.*

²⁸ Riasanovsky, 1994, p. 496s ; A. Taheri, J. Lahana, *Islam-URSS. La révolte de l'islam en URSS*, Paris, Tsuru, 1990.

dimension religieuse l'emportait sur les aspirations socialistes. En mars, un « Conseil du peuple tchéchène » exigea à Grozny l'établissement de la *charia* et la nomination d'un mufti. En mai, c'est un « Congrès des peuples de la montagne » qui, en Ossétie du Nord, se réunit sous l'autorité des chefs religieux pour demander l'union des musulmans du Caucase, sans encore aller jusqu'à la sécession. Le Daghestan se donna officiellement un imam représentatif. Les partisans bolchéviques tentèrent d'infiltrer le mouvement nationaliste tchéchène, mais sans succès, d'autant que la région, libérée des troupes du régime tsariste, bascula dans le banditisme et l'assassinat politique. Les chefs tchéchènes s'armèrent contre les Cosaques, les Russes et les Ukrainiens que l'État avait installés dans leur voisinage au siècle précédent, tandis que ces derniers se firent les défenseurs du mouvement révolutionnaire à Grozny, dans les bourgs et les usines.

L'insécurité et la Révolution d'octobre contraignirent les populations à se réorganiser par affinité ethnique et religieuse, sous la coupe des chefs tribaux des montagnes. Mais grâce à leur excellente organisation et discipline, les bolchéviques écartèrent des villes les chefs traditionnels et les religieux²⁹. Deux systèmes de gouvernement concurrents se mirent en place en 1918 : une République des Peuples du Terek, sur les contreforts de la montagne, d'inspiration marxiste, et une République de la Montagne indépendante, islamique. Mais les deux entités furent balayées par les troupes blanches de Denikine et les forces britanniques envoyées pour lutter contre la Révolution. La guérilla tchéchène proclama le djihad, institua un Émirat du Caucase, appliquant la *charia*, et fit sa jonction avec les forces bolchéviques, toutes unies contre la menace du retour au régime tsariste³⁰. En 1920, les Blancs cédèrent le terrain dans la région, tandis que Lénine promettait l'indépendance aux ethnies du Caucase. Parallèlement les forces de l'Émirat se renforcèrent dans le Daghestan contre l'armée rouge et les commissaires politiques, ardents à imposer l'athéisme. En raison de cette résistance religieuse, les autorités soviétiques ne purent se maintenir et leurs troupes furent partout harcelées. Il fallut l'envoi de renforts et l'utilisation de la terre brûlée pour vaincre la rébellion en février 1921, au prix d'énormes pertes. Durant la même année, les soulèvements de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan furent écrasés et ces trois pays intégrés dans l'URSS sous forme de républiques³¹.

Dans sa gestion des minorités musulmanes, notamment dans le bassin de la Volga, Moscou octroya l'autonomie culturelle et le statut de république, sans toutefois concéder une véritable autonomie de gestion. Le Parti communiste refusa tout écart idéologique et imposa aux musulmans comme à l'ensemble de la société son système éducatif. Dès lors que l'islam se présentait comme un vecteur culturel, voire folklorique, il était accepté, mais on veilla à ce qu'il n'évolue jamais vers la singularité culturelle et nationale, comme cela avait toujours été le cas chez les Bachkirs, les Tatars et les Tchétchènes³². En outre, les déportations de Russes organisées par Staline dans l'Oural et la Sibérie eurent pour effet de couper les musulmans bachkirs de leurs coreligionnaires du Kazakhstan, empêchant ainsi la constitution d'un dangereux continuum islamique au sein de l'URSS.

Dans le Caucase, les vellétés d'instauration de la *charia* dans la montagne furent aussitôt brisées par le pouvoir en 1922, malgré les promesses d'indépendance nationale. Le Parti lança des campagnes contre la loi islamique et s'en prit aux oulémas traditionnels, trop influents. Dès 1924, Staline démantela la République de la Montagne, qui éclata en une multitude de républiques auxquelles il donna l'autonomie³³. Il y avait là une manière de récompenser les peuples musulmans pour leur combat contre l'ancien régime, tandis que les Cosaques de la plaine et les Adygués, ralliés aux Blancs, étaient privés d'autogestion. Mais à cette générosité succéda une répression systématique organisée par la Guépéou contre les chefs tribaux, les maîtres soufis, les religieux de Tchétchénie, d'Ingouchie et du Daghestan. En 1936, des milliers de montagnards furent arrêtés et

²⁹ Gammer-Knysh, 2010.

³⁰ Chauprade, 2013, p. 88.

³¹ Riasanovsky, 1994, p. 524s.

³² *Op. cit.*, p. 626s.

³³ Karatchaï-Tcherkessie, Kabardino-Balkarie, Ossétie du Nord, Daghestan. En 1936, Staline constitue la république d'Ingouchie-Tchéchénie ; Sourdel, 1996, p. 798.

déportés en Sibérie.

La vigilance du pouvoir central ne diminua jamais entre les deux guerres³⁴. Lorsque les troupes allemandes s'approchèrent en février 1942 de Bakou et du Caucase, une nouvelle insurrection tchétchène se déclencha afin de profiter de l'affaiblissement soviétique. L'armée rouge procéda à des bombardements dans la zone insoumise, et en 1943 Staline décida de déporter toutes les populations rebelles vers la Sibérie et l'Asie Centrale. Alors que des groupes tchétchènes collaboraient avec les Allemands, qui convoitaient l'énorme gisement de Grozny, la République d'Ingouchie-Tchétchénie fut supprimée. Les déportations touchèrent plus de 500 000 Tchétchènes, Ingouches, Balkars et Karatchaïs, tous musulmans. Près de 25 % des déplacés moururent en chemin. Une fois de plus dans ces périodes d'extrême violence, les ethnies opprimées trouvèrent refuge dans l'islam, dernier ferment d'unité, d'identité et de fierté.

Ce n'est qu'en 1957, à la faveur de la déstalinisation, que les déportés rentrèrent au pays et que leur république fut rétablie. Mais tous ne retrouvèrent pas leurs terres, car Staline y avait installé les Ossètes chrétiens. Une hostilité sourde devait agiter les deux populations durant la seconde moitié du XX^e siècle, sans qu'il soit possible de trouver de compromis, les identités religieuses s'ajoutant aux ressentiments historiques.

L'ISLAM DANS LA GÉOPOLITIQUE DU CAUCASE



LES TATARS, « ETRANGERS DE L'INTERIEUR » APRES 1991

L'effondrement de l'URSS en 1991 donna aux peuples musulmans l'occasion unique de gagner leur indépendance en Asie Centrale et en Azerbaïdjan, ou leur autonomie, ainsi les cinq républiques

³⁴ G. Yemelianova, *Radical Islam in the former Soviet Union*, Londres, Routledge, 2004.

du Caucase, celles des Bachkirs, des Tatars, et dans les oblasts où l'islam était minoritaire (Rostov, Adygué, Ossétie du Nord). La Fédération de Russie fut aussitôt confrontée au risque d'éclatement territorial, risque porté par les anciennes revendications ethnico-religieuses désormais devenues des velléités nationales. Contrainte de renoncer à son système répressif, qui maintenait par la peur les musulmans dans son giron, la Russie accepta après 1991 la réalité de son empire multi-ethnique, diversité qui n'était auparavant qu'un argument de propagande.

Les républiques musulmanes de Tatarstan et de Bachkortostan ne réclamèrent pas une indépendance qu'elle ne pouvait espérer, d'autant qu'elles étaient la clé de deux axes stratégiques : le transsibérien et la Volga ; l'un ouvrait sur l'Asie et l'autre sur la mer Caspienne et ses gisements pétroliers. Le renouveau de l'islam tatar commença dès les années 1980 par un retour aux gestes culturels et par l'imbrication étroite entre la culture populaire, l'identité et la religion. En 1989, seules 19 organisations de la république se définissaient par rapport à l'islam, pour plus de 700 en 1996. Les imams tatars initièrent un processus institutionnel en créant en août 1993 une direction spirituelle autocéphale, puis un Centre supérieur de coordination, qui s'avéra rapidement inactif, coupé de Moscou et même de la population, objet des querelles d'ambitions entre imams. En janvier 1995, un congrès des musulmans du Tatarstan chercha à réunifier la communauté et à l'organiser, mais il ne prit aucune décision. Les autorités russes se méfiaient de ces tentatives, d'autant que des mouvances politiques ouvertement musulmanes se constituèrent, ainsi en 1996 avec le parti « Les Musulmans du Tatarstan ». La même année était signée une « Constitution du Peuple tatar » où l'islam était défini comme consubstantiel à l'identité tatare.

Pourtant, l'héritage soviétique des déportations faisait du Tatarstan une entité de 3,7 millions d'habitants où les musulmans ne dépassaient pas 49 % de la population, pour 43 % de Russes orthodoxes, et où une islamisation réelle était devenue impossible ou trop dangereuse pour l'unité du territoire³⁵. Les mosquées étaient peu fréquentées, les partis religieux sans audience ni succès électoral. En fait, la sémantique islamique apparue dans les années 1990 agissait comme un élément de langage d'une identité introuvable ou toujours à reconstruire, incapable de devenir nationale, et encore moins nationaliste³⁶. Le Tatarstan ne pouvait donc se séparer de la Fédération, au sein de laquelle les Tatares représentaient la première minorité ethnique (5,5 millions d'individus). Personne n'ayant intérêt au séparatisme, on signa en février 1994 un traité bilatéral pour définir les prérogatives de Moscou et de la république, selon un fédéralisme initié par le bas, et non imposé depuis la capitale. Les institutions furent dès lors d'une étonnante stabilité, tout comme les relations avec la Fédération, malgré une ancienne méfiance, jamais vraiment oubliée³⁷.

LE SCRUPULE TCHETCHENE (1991-2003)

Dans le Caucase, l'ancienne limite administrative entre les républiques soviétiques de Russie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie, qui passait sur la crête des montagnes, devint brutalement en 1991 une frontière extérieure, séparant des États qui avaient évolué conjointement depuis trois siècles sous la férule russe. Les rancœurs accumulées devaient nécessairement les opposer les uns aux autres. Et la Russie de regretter son ancienne hégémonie³⁸.

Après un siècle de mélanges forcés et de répression, la cohabitation entre les petites républiques russes du Caucase ne pouvait qu'être délicate. La question religieuse, qui n'avait jamais été réellement enterrée, refit surface. Dès 1992, des affrontements opposèrent les Ossètes du Nord, chrétiens, aux Ingouches musulmans, mais aussi les Cosaques du kraï de Stavropol aux Tchétchènes, là aussi chrétiens contre musulmans. Chez ces derniers, au communisme niveleur succéda un

³⁵ Sans compter les 3,6 millions de Tatares musulmans vivant en dehors de la république ; R. Musina, « L'islam et la communauté musulmane au Tatarstan aujourd'hui », *L'Islam de Russie*, 1997, p. 259-269.

³⁶ R. Möhämätshin, « Institutions officielles et organisations alternatives de l'islam tatar depuis la Perestroïka », *L'Islam de Russie*, 1997, p. 289-305.

³⁷ J.-R. Raviot, « Le Tatarstan au cœur de la construction fédérale en Russie depuis 1988 », *L'Islam de Russie*, 1997, p. 307-342.

³⁸ Nous renvoyons à Le Hérou-Merlin, 2004.

nationalisme brutal, mêlé d'ethnicisme, d'islamité et de ressentiment anti-russe et anti-orthodoxe. Les Cosaques russes et ukrainiens, installés au XIX^e siècle à Grozny, durent quitter la région. Le banditisme et le système maffieux refirent surface et gangrénèrent les sociétés du Daghestan, d'Ossétie, d'Ingouchie et de Tchétchénie³⁹. À Grozny, en novembre 1991, le général Doudaev proclama l'indépendance de la république, qui se sépara de l'Ingouchie, elle aussi devenue république. Moscou désapprouva, mais ne put réagir par manque de moyens. C'était un dangereux signal pour l'ensemble de la Fédération de Russie qui pouvait s'effondrer sur le modèle caucasien. Les États-Unis soutenaient ce processus qui ruinait la puissance territoriale de leur ancien ennemi⁴⁰.

Face au délitement inévitable, le président russe Boris Elstine annonça la reprise en main en 1994⁴¹. L'événement déclencheur fut la destruction d'une colonne de chars russes à Grozny, le 15 décembre 1994, à l'initiative du général Doudaev. Pour sortir du guêpier de l'éclatement et garantir ses approvisionnements en pétrole, Moscou opta pour la guerre⁴².

Le premier conflit tchétchène, entre 1994 et 1996, se solda par un bilan mitigé pour les deux partis. L'armée russe, démoralisée, dénoncée par l'ONU et mal ravitaillée, accumula les défaites. Mais les Tchétchènes, avec près de 100 000 morts et 600 000 déplacés, ne remportèrent pas pour autant la guerre, minés qu'ils étaient par la corruption de leurs élites et leurs querelles de clans. Armés par les États-Unis et le Pakistan, ils entraient malgré eux dans un jeu international, dont ils n'étaient que des pièces. Peu soutenu par son électorat, fragilisé par la prise d'otage de Boudionnovsk, Boris Elstine signa l'accord de paix de Khassaviourt (31 août 1996), laissant incertain le statut de la république au sein de la Fédération de Russie⁴³.

Après la guerre, les chefs tchétchènes adoptèrent un islamo-nationalisme qui leur donnait l'appui et les fonds des pays du Golfe, mais qui entraîna une radicalisation religieuse inédite. Les années 1990 à 2000 furent ainsi propices au courant wahhabite dans toute la région, jugé moins corrompu et moins contesté que les imams locaux, longtemps informateurs du KGB. L'islamisme turc, marqué par les Frères musulmans, se répandit lui aussi, profitant de la forte proportion de turcophones dans la population⁴⁴. Les pratiques traditionnelles furent dénoncées comme hérétiques. Les radicaux contestèrent le processus de paix, notamment le chef tchétchène Châmil Bassaev, nommé Premier ministre en 1998, et prétendirent instaurer un vaste « Émirat du Caucase ». L'exaspération entre chrétiens et musulmans grandit, et les républiques voisines furent elles aussi touchées, ainsi l'Ingouchie qui accueillait 200 000 réfugiés tchétchènes. Une tentative de révolution islamique menée par les Tchétchènes de Bassaev secoua le Daghestan en 1999. L'islam local, soufi et nationalistes se déracina au profit d'un islamisme internationaliste, qui ne rejetait pas la dimension djihadiste⁴⁵. Pour la première fois dans la région, le terrorisme islamiste était désormais envisagé comme arme de guerre. Des combattants étrangers, liés à l'organisation Al-Qaeda, arrivèrent d'Afghanistan, de Bosnie, du Pakistan.

En septembre 1999, Moscou fut directement touchée par des attentats tchétchènes, événement qui déclencha la seconde guerre de Tchétchénie (1999-2003), conduite d'une main de fer par le président Vladimir Poutine, élu en mars 2000. Elle fit 50 000 morts. Mais la conjoncture était favorable à Moscou, car, contrairement à 1994, Washington renonça à soutenir les combattants tchétchènes en raison de la dangerosité d'Al-Qaeda, puis des attentats du 11 Septembre 2001. Les États-Unis envoyèrent même des forces spéciales dans la vallée du Pankissi, côté géorgien, pour la nettoyer des bases arrières tchétchènes. Moscou put donc agir librement – et brutalement – à Grozny. La ville fut assiégée, investie, en partie rasée, et les chefs djihadistes tués, dont Bassaev en 2006.

³⁹ Marchand, 2014, p. 49 ; Gammer-Knysh, 2010.

⁴⁰ Chauprade, 2013, p. 86-89.

⁴¹ Marchand, 2014, p. 44s.

⁴² Radvanyi, 2010.

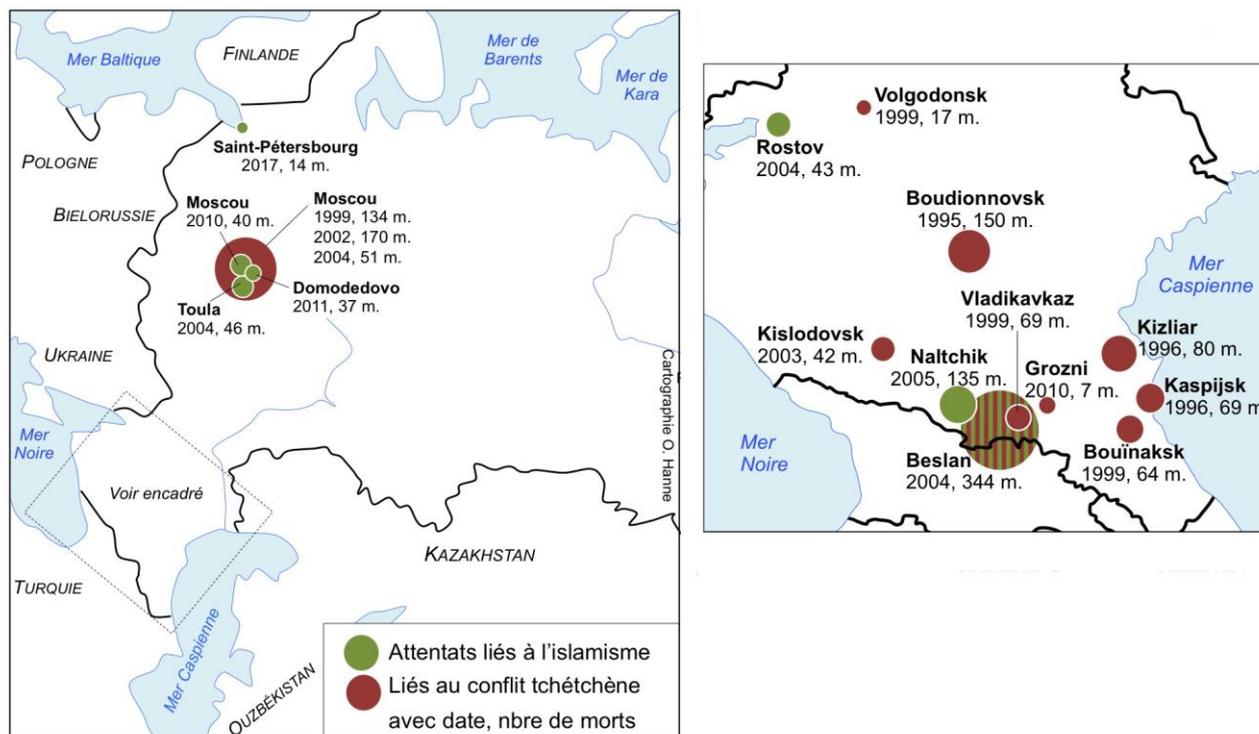
⁴³ Gilligan, 2010.

⁴⁴ Musina, *op. cit.*

⁴⁵ Mõhämätshin, *op. cit.*

La victoire russe fut complète, mais elle coûta cher en vies humaines. Un terrorisme qui mêlait islamisme et résistance nationaliste toucha l'ensemble du Caucase russe, le Kouban et la région de Moscou. Le conflit, circonscrit depuis toujours aux piedmonts des montagnes, atteignait à présent le citoyen russe dans son environnement quotidien, à 1 500 km au nord⁴⁶.

DU TERRORISME TCHÉTCHÈNE AU DJIHADISME INTERNATIONAL (1995-2017)



LA RUSSIE FACE AU DJIHADISME APRES 2003

Depuis la fin de la résistance tchétchène, l'islam russe reste parcouru par deux tendances apparues dix ans plus tôt : la réislamisation sur le modèle wahhabite, et la politisation. Ce second phénomène est conforme au système électoral russe, et à ses fragilités. À l'approche d'une élection locale ou fédérale, des partis confessionnels se (re)constituent pour profiter d'un créneau politique et d'une tribune. Mais leurs résultats sont toujours faibles. Le mouvement *Nur* a obtenu 0,58 % des voix aux élections législatives de 1995, mais 23 % en Tchétchénie et en Ingouchie, ce qui est peu étant donné le contexte dans le Caucase. Depuis 2001, l'islam politique russe se veut loyal à l'égard de Moscou, malgré ses ressentiments à l'égard du pouvoir. Leurs échecs électoraux poussent même les leaders de ces courants à basculer dans la défense des minorités nationales, et à limiter la sémantique religieuse⁴⁷.

L'influence wahhabite est autrement plus déstabilisatrice pour la Fédération, comme le montre la tentative en 1996 de constituer des enclaves régies par la *charia* au Daghestan⁴⁸. L'implantation des associations religieuses wahhabites et arabes couvre l'ensemble du territoire, et pas seulement les républiques musulmanes. En effet, l'immigration illégale en provenance d'Afghanistan, d'Iran et

⁴⁶ Ch. Urjewicz, « La guerre de Tchétchénie, ciment d'une nouvelle identité russe ? », *Outre-Terre*, 2003, 4-3, p. 19-27.

⁴⁷ Malachenko, *op. cit.*

⁴⁸ Gammer-Knysh, 2010.

d'Asie Centrale a renforcé le poids des sunnites démunis, sans qu'on puisse le chiffrer. Ces étrangers, qui rencontrent l'hostilité de la population russe, voient dans la solidarité wahhabite une planche de secours. En revanche, les Tatars et les Bachkirs sont moins marqués par le phénomène de radicalisation⁴⁹. L'interdiction des associations wahhabites a souvent été envisagée, sans aboutir, car il s'agit d'une idéologie incontrôlable. Ce courant profite des insatisfactions sociales, de la décrédibilisation des imams traditionnels et de la faiblesse théologique du soufisme local. S'ils se gardent de toute dimension djihadiste et se sont désolidarisés de Châmil Bassaev, ces groupes diffusent toutefois une nouvelle interprétation de l'islam qui justifie par des arguments religieux la résistance en Tchétchénie⁵⁰.

Depuis 2003, la situation en Tchétchénie s'est normalisée : une nouvelle constitution a été adoptée, préservant l'appartenance à la Fédération, mais ce sont des hommes du Kremlin qui sont élus à la présidence de la petite république, ainsi Ahmad Kadyrov en octobre 2003, enfant de déportés par Staline, mufti de Tchétchénie. Après son assassinat en mai 2004 lors d'un attentat à Grozny, son fils Ramzan Kadyrov a été désigné premier ministre, puis président en mars 2007, et défend fièrement l'unité russe.

En septembre 2004, la prise d'otages dans une école de Beslan, qui fit 344 morts, représente une date symbolique dans la reconfiguration religieuse du Caucase. Le combat islamo-national tchéchène a basculé définitivement dans le terrorisme mondialisé, et a perdu ainsi peu à peu son enracinement local, et donc une partie de sa légitimité auprès des populations tchéchènes. La cartographie des attentats en est un signe, puisque leur localisation s'est considérablement élargie après 2004, touchant de plus en plus l'Ossétie du Nord – où se trouve Beslan – et le Daghestan voisins, au nom de la constitution de l'Émirat du Caucase⁵¹. Son leader, Dokou Oumarov, a été à l'origine d'une nouvelle vague terroriste entre 2010 et 2012, qui a touché le Caucase et Moscou⁵². Mais ce processus est aussi un effet de la répression russe, laquelle depuis 1994 a systématiquement éliminé les chefs nationalistes. Le népotisme et la corruption du « système Kadyrov » entraînent les islamistes vers la lutte armée, quand bien même le président favorise la *charia* et le voile dans les espaces publics.

En raison de la menace d'Al-Qaeda, et pour maintenir l'unité fédérale, Moscou a soutenu en Tchétchénie et au Daghestan une classe politique ralliée mais sans légitimité, et a poursuivi la répression contre les groupes islamistes. Pourtant, à partir de 2012, la Russie a été confrontée à un nouveau danger, apparu au Moyen-Orient : l'État islamique en Irak et en Syrie (Daech)⁵³. En 2015, le nombre de combattants originaires des anciennes républiques d'URSS était de 7 000, beaucoup formés en Afghanistan et au Pakistan, chiffre qui justifia l'intervention militaire russe en Syrie⁵⁴. L'un des chefs opérationnels de Daech en Irak est le Tchétchène Omar al-Chichani, arrivé sur place en 2011 avec d'autres compatriotes, considérés comme d'excellents combattants par les groupes terroristes. Les réseaux islamistes turcs auraient servi à leurs déplacements, signe de la porosité entre djihadisme et islamisme.

La région du Caucase serait potentiellement menacée par deux mouvements djihadistes : *Ansar al-Charia* et *Ansar al-Sunna*⁵⁵, organisations fédérées dans l'Émirat du Caucase. Cette structure souple est responsable des attentats du métro et de l'aéroport Domodedovo de Moscou, et peut-être de l'attentat du marathon de Boston par les frères Tsarnaïev⁵⁶. Non déclaré, le lien entre Daech et

⁴⁹ G. N. Engelhardt, « Militant Islam in Russia – Potential for Conflict », *Moscow Defense Brief*, 2, 2005.

⁵⁰ Malachenko, *op. cit.*

⁵¹ Chauprade, 2013, p. 90-91.

⁵² J. Brooke, « Civil War among Muslims Shakes Russia's South », *Voice of America*, 30 août 2012 ; « Medvedev Outlines Anti-Terrorism Strategy for North Caucasus », *RIA Novosti*, 1^{er} avril 2010.

⁵³ O. Hanne, Th. Flichy, *L'État islamique. Anatomie du nouveau Califat*, Paris, Giovanangeli, 2015, p. 148s.

⁵⁴ « Djihadisme, nouvelle menace mondiale », *Diplomatie*, 77, déc. 2015, p. 56.

⁵⁵ Mikhaïl Marguelov, chef de la Commission des Affaires étrangères du Conseil de la Fédération : « Des succursales de l'EI sont effectivement présentes en Russie, pas seulement dans le Caucase du Nord mais aussi dans le sud du pays » (*Ria Novosti*, 4 septembre 2014).

⁵⁶ Les frères Tsarnaïev ont reçu leur formation en Tchétchénie et au Daghestan, mais l'Émirat du Caucase a nié toute implication, ne se déclarant pas ennemi des États-Unis.

cette organisation semble probable, puisque plusieurs centaines de Caucasiens se battent depuis 2013 en Syrie⁵⁷. La Russie ne saurait tolérer l'exportation du conflit irakien dans le Caucase ni la création d'un sanctuaire terroriste près de ses frontières méridionales, aussi les autorités sont-elles restées intransigeantes⁵⁸.

La Russie cherche aussi à rassurer sa minorité musulmane et se garde en apparence de toute stigmatisation. En septembre 2015, le président Poutine et son homologue turc R. Erdogan ont inauguré ensemble la grande mosquée de Moscou. La Russie est observateur de l'Organisation de coopération islamique et ne veut surtout pas apparaître au Moyen-Orient comme un État en croisade contre l'islam, d'où ses alliances avec la Turquie, l'Iran, et ses contacts avec l'Arabie Saoudite. Poutine rappelle régulièrement son respect pour l'islam modéré, garant du tissu social et culturel de la Russie⁵⁹. Mais il y a là un effet d'annonce, qui ne peut masquer les siècles de méfiance envers le musulman, perçu comme un extrémiste et un « étranger de l'intérieur⁶⁰ ».

CONCLUSION : UNE QUESTION MENTALE ET NATIONALE

Les cinq siècles d'histoire partagée entre l'islam et la Russie montrent qu'il est difficile de parler de cohabitation heureuse, mais plutôt de coexistence raisonnée. Il n'y a pas de « tolérance religieuse » russe, ni de « pont civilisationnel », et encore moins de projet d'assimilation des 13 % de musulmans vivant dans la Fédération. Ces concepts anachroniques sont impropres, car la distinction entre l'affirmation identitaire musulmane et le séparatisme ethnico-national n'a jamais été réelle, ou très récemment par les islamistes d'Al-Qaeda. Toutes les formes d'islam en Russie sont liées à des revendications territoriales ou ethniques. Cette fusion des deux problématiques, que l'Europe occidentale a réussi à séparer depuis la Renaissance, explique les aléas historiques du positionnement russe envers l'islam : refus de cette altérité insupportable aux XVI^e et XVII^e siècles ; tolérance hostile au sein du système impérial aux XVIII^e et XIX^e siècles ; indifférence idéologique de façade au XX^e siècle ; et enfin, depuis 1991, fierté apparente du multiculturalisme qui masque une gêne et un sentiment d'insécurité.

Cette méfiance envers l'islam est originellement un fait religieux : les mentalités russes ont été baignées par l'orthodoxie, et la présence musulmane a longtemps été perçue comme un élément étranger qui, en outre, faisait peser les risques du délitement de la « terre russe » et « du coup de poignard dans le dos⁶¹ ». Si la Fédération autorise des autonomies administratives à géométrie variable, le sentiment d'appartenance à la Russie reste ténu chez les musulmans des républiques et oblasts du Caucase, de la Volga et de l'Oural. La faute en revient autant à l'histoire qu'à la gestion économique et politique actuelle du pays, où les liens sociaux sont distendus, où la corruption règne et où les institutions publiques sont discréditées⁶².

Si les autorités de la Fédération refusent en bloc la théorie américaine du choc des civilisations, c'est peut-être autant par calcul politique et par hostilité envers les États-Unis que par tolérance envers l'islam. La stabilité de l'islam russe est aussi précieuse que celle de l'État, double préoccupation qui implique de protéger les communautés musulmanes des soubresauts de l'islamisme internationaliste et djihadiste, et donc de les couper du monde extérieur, monde

⁵⁷ « Selon le grand mufti de Syrie, plus de 3 000 miliciens proviennent de la Fédération de Russie et de pays de l'ancienne URSS », *News.va* (organe du Vatican), septembre 2013.

⁵⁸ Ramzan Kadyrov accuse l'EI : « Je déclare en toute responsabilité que celui qui a eu l'idée d'exprimer une menace contre la Russie et prononcer le nom du président du pays, Vladimir Poutine, sera détruit, là où il l'a fait [...]. Ce sont des bandits, formés et armés par les États-Unis et l'Occident pour détruire de leurs propres mains les importantes et riches ressources des pays musulmans » (*Gazeta.ru*, 3 septembre 2014).

⁵⁹ A. P. Tsygankov, « La Russie et le Moyen-Orient : entre islamisme et occidentalisme », *Politique étrangère*, 2013, 1, p. 79-91.

⁶⁰ M. Mendras, « Vingt ans après. La Russie et la quête de puissance », *Commentaire*, 136, 2011, p. 891-899.

⁶¹ G. Nivat, *Vivre en Russe*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2007 ; Urjewicz, *op. cit.*

⁶² M. Mendras, *Russian Politics. The Paradox of a Weak State*, Londres, Hurst, 2012.

globalisé où s'exerce la double influence saoudienne et américaine⁶³. L'affichage multiculturaliste offre aussi à Moscou le beau rôle dans son action diplomatique au Moyen-Orient.

Pourtant, malgré l'opportunisme et la communication politique à propos de l'islam, il faut rappeler que la pensée russe traditionnelle ne nie pas la convivialité interreligieuse. Car, dans l'orthodoxie slave, la dimension sociale de la personne humaine l'emporte sur le dogmatisme. « Chez les Russes, les relations sociales sont justifiées par le fait que l'homme est personne. La conséquence de cette position est la supériorité de l'homme sur la société organisée⁶⁴ ». Cela signifie que la coexistence démontrée au quotidien avec les musulmans les relie *théologiquement* à leurs compatriotes chrétiens plus que ne le font les lois civiles, forcément extérieures. Les comportements wahhabites contestent ces liens interpersonnels qui définissent l'esprit de la *sobornost*, la communauté spirituelle et nationale russe, laquelle est autant *culturelle* que chrétienne. « À côté de la religion au sens strict, l'ensemble des valeurs positives, vécues dans la société, est nommé culture. La culture doit donc aussi être considérée comme manifestation de l'Esprit⁶⁵ ».

BIBLIOGRAPHIE

- Chauprade A., *Chronique du choc des civilisations*, Paris, Éditions Chronique, 2013.
- Dictionnaire de l'islam, religion et civilisation*, Paris, Albin Michel, 1997.
- Gammer M., A. Knysh, « al-Ḳabḳ », *Encyclopédie de l'Islam*, Leyde, Brill, 2010 (version électronique).
- Gilligan E., *Terror in Chechnya. Russia and the tragedy of civilians in war*, Princeton university Press, 2010.
- L'Islam de Russie. Conscience communautaire et autonomie politique chez les Tatars de la Volga et de l'Oural, depuis le XVIII^e siècle*, dir. S. A. Dudoignon, Paris, Maisonneuve et Larose, 1997.
- Le Hérou A., A. Merlin, *Tchéchénie. Une affaire intérieure ? Russes et Tchétchènes dans l'étau de la guerre*, Paris, Autrement, 2004.
- Marchand P., *Géopolitique de la Russie. Une nouvelle puissance en Eurasie*, Paris, PuF, 2014.
- Radanyi J. (dir.), *Les États postsoviétiques. Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Paris, A. Colin, 2003.
- Radanyi J., *Atlas géopolitique du Caucase. Russie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan : un avenir commun possible ?* Paris, Autrement, 2010.
- Radanyi J., *La nouvelle Russie : géographie économique et régionale*, Paris, A. Colin, 2000.
- Riasanovsky N. A., *Histoire de la Russie, des origines à 1996*, Paris, Robert Laffont, 1994.
- Ro'i Y., *Islam in the Soviet Union*, Londres, Hurst, 2000.
- Sourdel J. et D., *Dictionnaire historique de l'islam*, Paris, PuF, 1996.
- Špidlík T., *L'idée russe, une autre vision de l'homme*, Troyes, Éditions Fates, 1994.

⁶³ Tsygankov, *op. cit.*

⁶⁴ Špidlík, p. 339.

⁶⁵ *Op. cit.*, p. 341.